

Vers un Internet citoyen : groupes communautaires québécois et Internet¹

Stéphane Couture

Doctorant en communication et chercheur, Laboratoire de communication médiatisée par ordinateur (LabCMO), UQAM

L'Internet et les technologies de l'information et de la communication (TIC) occupent une place de plus en plus importante dans nos vies quotidiennes et dans l'organisation de nos sociétés. L'expression « société de l'information » a d'ailleurs été consacrée ces dernières années, en particulier par la tenue du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) en 2003 et 2005. Surtout mobilisée par les élites politiques et les dirigeants industriels, elle renvoie très souvent au projet néolibéral d'une économie globale reposant sur des réseaux électroniques de communication.

Toutefois, de plus en plus de groupes de la société civile et d'organisations communautaires insistent aujourd'hui sur les inégalités sociales et économiques qui persistent ou apparaissent avec le développement de ces réseaux. Ils proposent de nouvelles façons de concevoir l'Internet, tant sur le plan technique que social, et vont même jusqu'à ébaucher les contours d'une autre « société de l'information », plus solidaire et démocratique. Nous présentons ici quelques-uns de ces groupes, actifs au Québec, qui posent les technologies comme des enjeux politiques et participent à cette reconfiguration sociotechnique d'Internet.

Le droit à l'accès au réseau

Le texte intitulé « Plateforme québécoise de l'Internet citoyen » est sans doute l'une des

propositions normatives les plus riches du milieu communautaire québécois en ce qui a trait à Internet et aux technologies de l'information. Ce texte, aujourd'hui signé par plusieurs centaines d'individus et d'organismes, propose la vision d'un Internet citoyen qui ferait davantage appel à la participation des citoyens et des groupes communautaires.

On trouve notamment dans cette plateforme l'idée d'un droit à l'accès au réseau, posé comme un droit fondamental au même titre que le droit à l'éducation par exemple, et qui prend tout son sens dans le contexte d'une société reposant fortement sur les réseaux numériques et les technologies de l'information. La notion d'accès mise de l'avant dans ce texte ne renvoie pas seulement à la stricte dimension matérielle de l'accès aux infras-

Les logiciels libres permettent une coopération décentralisée souvent répartie à différents endroits du monde.

structures électroniques. Elle inclut également la nécessité de considérer les habiletés et les compétences techniques de base pour rendre effectif cet accès, de même que les différents obstacles – d'ordre économique, géographique, social, éducationnel, linguistique, physique, culturel, générationnel, voire de genre – qui s'y opposent. Le droit à l'accès au réseau doit donc être actualisé par l'existence d'une connectivité

technique, mais aussi par des formations continues, une sensibilisation aux enjeux, la production de contenus appropriés et l'adoption de normes et de standards d'accessibilité.

La rédaction de la plateforme a été menée par Communautique, un groupe créé en 1995, mais fondé officiellement en 1997. Très tôt, Communautique a joué un rôle de leader sur les questions de technologies de l'information en milieu communautaire en menant différentes campagnes, dont la plus récente concernait le projet québécois de gouvernement en ligne. Le groupe a également mis sur pied plusieurs projets qui accordent une place centrale à la question de l'accès au réseau. L'une de ses principales activités consiste en l'animation d'un réseau de centres d'accès communautaire à Internet (CACI). Financé par Industrie Canada, ce projet implique aujourd'hui l'embauche d'une cinquantaine de jeunes de 15 à 30 ans qui soutiennent et animent ces différents CACI.

Ces dernières années, Communautique s'est également tourné de façon importante vers la problématique de l'accès à Internet par les personnes handicapées. Une importante collaboration a par exemple été développée avec le groupe W3Québec, qui s'intéresse spécifiquement à la question des standards d'accessibilité des sites Web. De concert avec plusieurs de ses partenaires, Communautique travaille également en ce moment à la mise sur pied du Réseau d'apprentissage communautaire par et pour les personnes handicapées (RACp2PH), qui vise à former une centaine de personnes handicapées à l'utilisation de technologies numériques qui permettent la communication et la collaboration à distance.

Les logiciels libres et les infrastructures communautaires

La possibilité de créer ses propres logiciels et ses propres infrastructures de télécommunication a été introduite par une nouvelle géné-

ration d'acteurs ayant auparavant développé une solide culture de l'informatique (ingénieurs, informaticiens de formation ou autodidactes). Ces nouveaux acteurs communautaires, que nous appelons aussi les « militants du code² », ont introduit des idées telles que les logiciels libres, les serveurs autogérés et les réseaux communautaires sans fil.

Le groupe Koumbit par exemple est à la fois un réseau d'entraide pour les informaticiens engagés socialement et une entreprise sociale qui assiste les groupes communautaires dans l'hébergement, l'élaboration et la mise à jour de leurs sites Web. Le groupe place le logiciel libre au cœur de sa mission.

Un logiciel libre est un logiciel dont la licence donne à chacun et chacune le droit de l'utiliser, de le copier, de le distribuer, de l'étudier, de le modifier et de l'améliorer. Ce type de logiciels est caractérisé par un modèle d'innovation en réseau qui permet une coopération décentralisée souvent répartie à différents endroits du monde. Plusieurs membres de Koumbit participent ainsi à la conception de logiciels libres tels que Drupal, un logiciel Web qui facilite la mise à jour rapide de sites Internet, ou encore AlternC, un logiciel qui permet le déploiement d'un serveur d'hébergement Web autogéré par ses utilisateurs.

Le groupe expérimente également avec des formes d'organisation et de gouvernance originales inspirées des projets de logiciels libres et des principes de l'économie participative. Koumbit s'est montré plus d'une fois actif dans les luttes sociales québécoises, par exemple en créant récemment une pétition en ligne dans le cadre de la campagne contre l'utilisation abusive des tribunaux (SLAPP) menée par Écosociété.

Le groupe Île sans fil est sans doute le pionnier au Québec en ce qui concerne les réseaux sans fil communautaires. Il est également reconnu mondialement pour son originalité et son efficacité. Créé en 2003 et animé jusqu'à

récemment uniquement par des bénévoles, il se sans fil a mis en place plus d'une centaine de points d'accès gratuits à Internet sans fil dans divers lieux publics montréalais (bars, restaurants, cafés). Le groupe a également développé sa propre technologie, Wifidog, un logiciel libre aujourd'hui utilisé dans le cadre de projets similaires ailleurs dans le monde.

S'inspirant de cette expérience, d'autres groupes ont émergé dernièrement au Québec et animent différents points d'accès sans fil en milieu urbain. C'est le cas par exemple de Zone Accès Public (ZAP), à Québec et à Sherbrooke, ou encore ogWifi, en Outaouais. D'autres organismes ont pour leur part été fondés pour offrir un accès sans fil à Internet dans les régions rurales. C'est le cas de Communautel, un groupe constitué uniquement de bénévoles qui a déjà installé quelques équipements de transmission sans fil dans la région des Hautes-Laurentides.

Ces différentes initiatives tendent maintenant à converger. L'organisme Un Québec branché sur le monde a été fondé récemment par plusieurs des groupes présentés dans ce texte afin de trouver des solutions communautaires à la problématique de l'accès Internet à haut débit dans les régions rurales et éloignées.

Le partage des savoirs

Cette reconfiguration sociotechnique d'Internet va de pair avec l'émergence d'un nombre grandissant de sites Web interactifs où sont mobilisés des savoirs proprement communautaires. Le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF) est particulièrement actif dans ce processus.

Fondé en 1983, le groupe gère aujourd'hui un important fonds documentaire qui compte environ 100 000 titres, dont la plus grande partie est produite et mise à disposition par les organismes communautaires. Les technolo-

gies de l'information ne constituent pas le principal outil de diffusion des savoirs de ce groupe; la plus grosse partie de ses collections documentaires continuent d'ailleurs d'être accessibles uniquement sur support papier. Ces dernières années, cependant, le CDÉACF s'est résolument tourné vers l'Internet pour les rendre plus accessibles et soutenir la collaboration entre ses partenaires. Le site NetFemmes, par exemple, répertorie plus de 600 organisations de femmes francophones et propose des listes de discussion très actives comme NetFemmes et PoliTIC. Espace Alpha pour sa part est un site Internet dédié à la diffusion d'outils en appui à l'alphabétisation.

De plus en plus de groupes insistent par ailleurs sur la pertinence sociale d'utiliser des contrats de droits d'auteurs plus libres. Dans le cadre de ses formations, le CDÉACF recommande par exemple à ses utilisateurs les licences de type Creative Commons ou encore la licence de documentation libre. Les licences Creative Commons offrent un éventail de possibilités à l'auteur quant au droit d'utilisation qu'il souhaite accorder à l'utilisateur (par exemple, le droit de partager l'œuvre à des fins commerciales ou bien de partager uniquement des échantillons d'une œuvre). Plus radicale, la licence de documentation libre donne à l'utilisateur la liberté d'utiliser, de copier, de redistribuer, voire d'améliorer une œuvre placée sous cette licence.

D'autres groupes communautaires québécois participent également à la création d'espaces numériques dans lesquels les utilisateurs peuvent ajouter leur propre contenu. Communautaire a par exemple créé l'Espace associatif, un site Web qui réunit une cinquantaine de récits de groupes communautaires, où chacun raconte son expérience avec Internet. Ces témoignages sont tous placés sous licence Creative Commons. Le groupe Koumbit met pour sa part l'ensemble de sa documentation technique disponible en ligne en utilisant un

logiciel libre de type Wiki, permettant un fonctionnement similaire à celui du site Wikipédia. Certains groupes cherchent même à étendre ce concept d'accès libre à d'autres types de données et d'information. Par exemple, le groupe AccèsCivique, davantage actif dans le milieu anglophone, se donne pour objectif d'encourager les différents paliers gouvernementaux à mettre gratuitement à la disposition des citoyens les données et informations civiques – topographiques, électorales ou statistiques, notamment – dans des formats standards et ouverts, sans restriction d'utilisation. Un tel accès permettrait le développement de projets citoyens dont l'objectif serait de rendre ces données plus accessibles ou de les visualiser d'une autre manière, de sorte à susciter le débat, voire le changement social.

La mobilisation pour l'Internet citoyen

Les technologies de l'information ne sont pas neutres. Au contraire, elles agissent à la manière de codes législatifs qui favorisent ou limitent certaines formes sociales plutôt que d'autres. Dans la mesure où ces technologies occupent une place de plus en plus importante dans l'organisation sociale, il devient urgent de réfléchir aux manières de soumettre leur développement au débat démocratique. Dans cette perspective, les projets présentés dans ce texte jouent un rôle fondamental. Ils constituent des espaces souvent gouvernés démocratiquement, où sont débattus les enjeux technologiques se situant généralement hors de la sphère politique. En d'autres termes, ces projets participent à une politisation de l'Internet et, plus généralement, du développement technologique.

Les groupes communautaires et autres organisations citoyennes présentés ici seront vraisemblablement appelés à se mobiliser encore davantage dans l'avenir pour défendre les acquis de l'Internet citoyen. Ils devront également prendre davantage en compte de nouveaux enjeux, comme le droit à la vie privée sur

Internet, la gouvernance et le contrôle social de l'architecture d'Internet (qui s'exprime notamment aux États-Unis dans le débat sur le *network neutrality*), la gestion des déchets électroniques, voire, un jour, le droit des individus à demeurer déconnectés des réseaux d'information.

Finalement, les groupes communautaires de l'Internet citoyen doivent demeurer vigilants à l'égard des utopies démocratiques qui caractérisent si souvent l'arrivée de nouvelles technologies. C'est particulièrement le cas dans la période actuelle, que plusieurs célèbrent à cause de l'apparition d'une nouvelle vague de l'Internet, le Web 2.0. Les métaphores de la participation, de l'ouverture et de l'innovation – prégnantes dans les discours sur le Web 2.0 – cachent souvent des injustices et des inégalités sociales persistantes qu'il est nécessaire d'observer continuellement. Car, entre les utopies technologiques et l'Internet citoyen des groupes communautaires, la frontière est souvent floue et doit à chaque fois être repensée.

Un nombre grandissant de sites Web interactifs mobilisent des savoirs proprement communautaires.

Sites Internet

Plateforme québécoise de l'Internet citoyen :
www.communautique.qc.ca/reflexion-et-enjeux/internet-citoyen/plateforme.html

Communautique : www.communautique.qc.ca

W3Québec : www.w3qc.org/

Koumbit : www.koumbit.org

Île sans fil : www.ilesansfil.org

Communautel : www.communautel.net

OgWifi : www.ogwifi.ca

Zone Accès Public Québec :
www.zapquebec.org

Zone Accès Public Sherbrooke :
www.zapsherbrooke.org

Un Québec branché sur le monde :
www.uqbm.qc.ca

CDÉACF : www.cdeacf.ca

NetFemmes (CDÉACF) : www.netfemmes.ca

Espace associatif (Communautaire) :
www.espace-associatif.org

Accès civique : www.civicaces.qc.ca

Espace Alpha (CDÉACF) :
www.alpha.cdeacf.ca

Logiciel libre (définition de Wikipédia) :
www.fr.wikipedia.org/wiki/Logiciel_libre

Logiciel libre Drupal : www.drupal.org

Logiciel libre AlternC : www.alternC.org

Logiciel libre Wifidog : www.wifidog.org

Laboratoire de communication médiatisée par ordinateur de l'UQAM : www./cmo.uqam.ca

Notes

1. Ce texte s'appuie sur le livre *L'action communautaire québécoise à l'ère du numérique*, édité par Serge PROULX, Stéphane COUTURE et Julien RUEFF, avec la collaboration de Stéphane FAUTEUX, Fabien GRANJON, Anne GOLDENBERG, Christina HARALANOVA, Nicolas LECOMTE et Alison POWELL, paru aux Presses de l'Université du Québec en 2008. Introduction disponible en ligne : http://www.puq.ca/produits/D1536/D1536_FPR.pdf
2. *Ibid.*